



BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

DU 26 MAI 1977

CONSEIL D'ADMINISTRATION

MM.

Jacques de FOUCHIER
Président Directeur Général

Pierre MOUSSA
Gustave RAMBAUD
Administrateurs Directeurs Généraux

Pierre DECKER
Administrateur Directeur Général Adjoint

Claude BOURLET
Maurice DOUMENC
Francis C. FABRE
Dominique LECA
Maurice NAESSENS
Sir Eric ROLL
Administrateurs

Jean-Claude RICHARD
Secrétaire Général

COMMISSAIRES AUX COMPTES

MM.

Claude CASTEL
Société de Contrôle des Comptes
Commissaires agréés par la Cour d'Appel de Paris

BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE F 500 000 000

SIEGE SOCIAL : 3, RUE D'ANTIN - PARIS 2^E

R.C. PARIS B 662 047 885 L.B.F. N° 24

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

DU 26 MAI 1977

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale pour soumettre à votre approbation les comptes de votre société au 31 Décembre 1976.

ACTIVITES BANCAIRES

L'activité bancaire a été marquée pendant toute la durée de l'exercice par les initiatives prises par les Autorités Monétaires pour défendre la position du Franc sur les marchés des changes et freiner la progression de la masse monétaire.

L'action de la BANQUE DE FRANCE a toutefois été modulée en fonction de l'évolution de la conjoncture : les mesures relativement souples prises au cours du premier semestre afin de ne pas compromettre la reprise économique ont fait place à partir de Juillet, devant la crainte d'une accélération de l'inflation, à des dispositions nettement plus contraignantes pour les banques.

— Dès la fin Janvier, une première offensive contre le Franc a conduit la BANQUE DE FRANCE à intervenir directement sur les marchés des changes et à agir rapidement sur les taux d'intérêt.

Le taux de l'argent au jour le jour qui, dans le prolongement du lent mouvement de baisse amorcé depuis début 1975, s'était établi à 6 % le 13 Janvier, a dépassé 7 % le 13 Février pour atteindre en pointe 7 13/16 % le 9 Mars. Cette action devait avoir pour effet de creuser un écart avec les taux de l'eurodollar suffisamment important pour décourager les initiatives de la spéculation.

A partir du 15 Mars, date de la sortie du Franc du "serpent européen", les Autorités Monétaires ont décidé de stabiliser le marché de l'argent. La moyenne mensuelle des taux au jour le jour n'a connu que de faibles variations au cours des mois suivants, puisque de 7,63 % en Mars, elle s'est établie à 7,53 % en Avril et Mai et 7,62 % en Juin.

Les nouvelles attaques contre le Franc, qui se sont manifestées à partir du 15 Juillet, ont incité la BANQUE DE FRANCE à relancer la hausse des taux d'intérêt.

En un mois, le taux de l'argent au jour le jour est passé de 7 3/4 % à 9 13/16 %, pour se stabiliser ensuite à 9 1/4 %, taux moyen de Septembre.

L'ampleur du mouvement a été confirmé par les augmentations successives du taux d'escompte de la BANQUE DE FRANCE porté en deux temps de 8 % à 10,50 %.

A la suite du lancement du Plan de lutte contre l'inflation, une nouvelle étape de hausse a été franchie en Octobre, le

taux de l'argent au jour le jour passant brutalement dans la semaine du 11 au 15 Octobre de 9 3/4 % à 12 1/16 %.

Une détente relative s'est manifestée ensuite, la moyenne mensuelle du loyer de l'argent s'établissant à 10,67 % en Novembre et 10,43 % en Décembre.

Pendant toute cette période, la BANQUE DE FRANCE s'est assurée la maîtrise du marché monétaire en modulant ses méthodes d'intervention afin d'obtenir une plus grande souplesse d'action.

A plusieurs reprises, elle a suspendu ses achats fermes d'effets privés sur appels d'offres auprès des maisons de réescompte pour revenir au système des interventions quotidiennes.

Elle s'est donnée ainsi la possibilité de n'alimenter la trésorerie des banques qu'en fonction de leurs besoins ponctuels et d'adapter les taux pratiqués sur le marché monétaire aux nécessités immédiates de la défense de la monnaie.

Les taux des appels d'offres ont monté progressivement de 6 1/2 % fin Janvier à 10 1/4 % fin Décembre.

— Pour soutenir leur politique de lutte contre l'inflation, les Autorités Monétaires ont maintenu la plupart des dispositions techniques d'encadrement du crédit héritées de l'exercice précédent.

Toutefois, elles ont imposé aux banques une norme de progression annuelle de leurs concours plus rigoureuse qu'en 1975 puisque par rapport à une base 100 correspondant aux encours autorisés de fin 1974, l'indice des crédits encadrés, relevé à 112 l'année suivante, n'a été porté qu'à 117 à fin 1976.

En revanche, les banques ont conservé la faculté de reporter pendant une période de six mois le montant des crédits qu'elles n'avaient pas distribués à une échéance déterminée. Le maintien de cette disposition a corrigé partiellement la sévérité du dispositif d'encadrement dans la mesure où les banques, par suite du ralentissement économique observé l'année précédente, avaient pu maintenir les crédits distribués aux dernières échéances de 1975 à des niveaux sensiblement inférieurs aux encours limites autorisés.

Disposant ainsi "d'économies" non négligeables, elles ont fait face sans trop de difficultés aux besoins de crédit de leur clientèle pendant les trois premiers trimestres de l'exercice.

Ce n'est qu'en fin d'année que les dispositions d'encadrement se sont révélées plus contraignantes, un certain nombre d'établissements bancaires ne disposant plus d'une marge suffisante pour absorber la progression des encours.

Par ailleurs, pour accentuer son action sur la masse monétaire et la liquidité des banques, l'Institut d'Emission a rétabli en Octobre l'obligation de réserves ordinaires sur emplois suspendue depuis Juin 1974 et a fixé à 0,50 % le coefficient applicable aux encours de crédits encadrés.

— Cette dernière mesure est venue peser sur les conditions d'exploitation des banques déjà sensiblement marquées depuis le début du deuxième semestre par la hausse importante des taux de refinancement et la forte augmentation du coût moyen des ressources de clientèle, les taux de rémunération des dépôts à terme suivant de plus en plus la tendance du marché monétaire.

Ces éléments défavorables n'ont été que partiellement

compensés par les hausses limitées au total à 1 % qui ont été appliquées en Avril, Juillet et Septembre aux conditions de crédit faites à la clientèle.



Les dépôts de la Banque de Paris et des Pays-Bas ont marqué une progression modérée dans une ambiance de vive concurrence, grâce à l'effort commercial soutenu tant à Paris qu'en Province par nos Agences qui interviennent désormais pour une part importante dans l'ensemble de nos ressources de clientèle.

Le développement de nos emplois a été peu sensible dans les opérations à long terme ; à moyen terme il a porté principalement sur les crédits CNME et les crédits à l'exportation dits "crédits acheteurs". A court terme la progression a été particulièrement notable au niveau des préfinancements spécialisés à l'exportation.

Nos engagements par signatures ont été, comme les années précédentes, en forte augmentation.

Nos marges, en baisse en tout début d'année, se sont peu à peu stabilisées jusqu'au début de l'été. A partir du deuxième semestre, le niveau élevé des taux de refinancement a entraîné un alourdissement progressif de nos conditions d'exploitation, les deux derniers mois de l'exercice ayant été particulièrement peu favorables à la rentabilité de nos opérations.

Toutefois, la politique prudente menée par notre Etablissement, tant en matière de rémunération des dépôts à terme que dans le domaine de son refinancement, lui a permis de maintenir pour l'ensemble de l'exercice des résultats bancaires qui, bien qu'en retrait sur ceux particulièrement brillants de l'année précédente, peuvent être considérés dans une conjoncture difficile comme satisfaisants.

La Banque a continué sa politique d'extension de guichets en France.

Cinq nouvelles Agences ont été mises en exploitation : deux implantations importantes, l'une à ANGERS, l'autre à PARIS - rue de Vaugirard - et trois guichets en Province, respectivement à MARSEILLE, LILLE et TOULOUSE.

Fin 1976, le réseau PARIBAS comportait 45 guichets dont 32 en province.

En outre, la Banque a procédé à l'agrandissement et à l'aménagement des installations de plusieurs guichets à Paris et dans plusieurs villes de Province, pour faire face à l'accroissement de leurs activités.

ACTIVITES FINANCIERES

Le marché financier a été, encore plus que les années précédentes, affecté par les fluctuations des taux d'intérêt à court terme. La faiblesse de l'investissement, née des incertitudes économiques et politiques, et le recours à l'endettement étranger, ont aussi caractérisé l'exercice écoulé.

L'évolution du marché monétaire retracée ci-dessus n'a pas été sans influence sur le niveau des taux à long terme. Après une longue période de stabilité, les taux nominaux ont été élevés de 10,20 % à 10,60 % en Septembre, puis à 11 % en Novembre pour les émissions du secteur public. Pour le secteur privé, les taux sont passés de 10,80 % à 11 % à l'automne, puis ont été portés à 11,40 % en Novembre. Cette hausse des taux longs s'est accompagnée d'un raccourcissement de la durée des em-

prunts pour les rendre mieux adaptés à la situation du marché, et répondre ainsi aux souhaits des souscripteurs.

Le volume des émissions de valeurs mobilières avec concours bancaires s'est élevé à F 32,9 milliards, en recul de 7,6 % sur le niveau élevé de 1975 (F 35,6 milliards). Dans ce total, les émissions d'obligations ont représenté F 30,3 milliards contre F 32,4 milliards, accusant ainsi une baisse de 6,6 % sensiblement égale dans le secteur public et le secteur privé.

Rappelons qu'en Juin 1976 l'Etat Français a émis un emprunt de F 2,5 milliards rapportant un intérêt de 10 % par an et qu'un Emprunt National pour les Moyennes et Petites Entreprises et l'Artisanat de F 3,5 milliards d'un taux d'intérêt nominal de 10,60 % a été lancé en Octobre.

La profondeur de la crise qui affecte l'investissement productif ainsi que le bas niveau des cours des actions expliquent que, comme les années précédentes, les montants des émissions d'actions (F 1,2 milliard) et d'obligations convertibles (F 1,4 milliard) aient encore diminué en 1976, malgré la faiblesse qui les caractérisait déjà.

Cependant, cette baisse d'activité du marché domestique en 1976 a été contrebalancée par un recours plus important aux marchés internationaux et étrangers. Fin 1976, on estime à près de F 12 milliards, soit une progression de plus de 50 % sur 1975, le montant des émissions lancées par des émetteurs français, privés et publics, sur ces marchés.

Reflet de l'inquiétude économique et politique qui s'est développée en 1976, le repli de 17 % des cours enregistré en bourse a effacé la quasi totalité de la reprise de 1975 (l'indice CAC est revenu de 77,1 le 31 Décembre 1975 à 64 le 31 Décembre 1976).

La tendance avait été pourtant assez favorable en début d'année, soutenue par les premiers signes de la reprise économique. La poussée de la gauche aux élections cantonales et la sortie simultanée du Franc du serpent monétaire européen provoquèrent un rapide repli. Le trouble des investisseurs s'accrut lors de la discussion du projet de taxation des plus-values, jugé particulièrement néfaste pour les valeurs mobilières. Durant l'été, l'alourdissement du climat politique et la dégradation de la situation économique (déficit commercial, accélération de l'inflation, faiblesse du franc) pesèrent encore sur les cours. Toutefois la nomination de M. Barre à la tête du Gouvernement fit espérer le redressement économique et l'apaisement politique. L'annonce du plan de lutte contre l'inflation provoqua cependant, en Octobre et Novembre, une nouvelle baisse sensible, nourrie également par l'écroulement de la livre et la perspective d'une majoration des prix du pétrole.

En fin d'année, l'inquiétude s'estompa : une certaine confiance se faisait jour quant aux chances du succès du Plan gouvernemental, le franc était stable, la livre se redressait et l'OPEP avait fait preuve d'une relative modération. Les cours des actions parvinrent ainsi à regagner près de 10 %.

Au total, le volume des transactions - F 55 milliards - est inférieur de 5 % environ à celui de l'an dernier. Le volume des échanges sur actions - F 26,8 milliards - a baissé de 14,5 % tandis que les transactions sur obligations - F 28,3 milliards - ont augmenté de 5 %.

Le volume des transactions sur les valeurs étrangères - F 3,9 milliards - est sensiblement égal à celui de l'an passé. La contraction du volume total des transactions traduit donc une baisse des transactions sur les valeurs françaises, témoignant ainsi du climat d'incertitude dont celles-ci ont souffert.

Le cours de l'or, qui avait baissé sensiblement, s'est relevé en

fin d'année. Les transactions sur l'or et les valeurs qui s'y rattachent, déjà en recul en 1975, ont encore diminué, à l'exception du 4 1/2 % et du 7 % 1973 qui conservent la première place tant en raison de leur comportement que du volume des transactions dont ils font l'objet.

La Banque de Paris et des Pays-Bas a participé, comme les années précédentes, à presque toutes les émissions obligataires et en a dirigé ou co-dirigé 38, dont l'Emprunt d'Etat 10 % de Juin et l'Emprunt National 10,60 % d'Octobre pour les Moyennes et Petites Entreprises et l'Artisanat.

Elle a joué un rôle très actif en facilitant l'accès au marché financier de nouveaux émetteurs, tant du secteur public que du secteur privé. Ainsi, elle a contribué au financement des collectivités locales, en dirigeant ou en co-dirigeant la première émission de trois d'entre elles (Départements de la Gironde et de Seine-et-Marne, Région Midi-Pyrénées). De même elle a dirigé le premier emprunt Generco (Groupement pour le Financement des Economies d'Energie constitué à son initiative) et le premier emprunt public groupé des H.L.M., organismes pour lesquels elle a, conjointement avec l'Union Nationale des Fédérations d'Organismes d'H.L.M. constitué le "Groupement National pour le Financement des Organismes d'H.L.M. France H.L.M." qui sera appelé à intervenir régulièrement sur le marché obligataire.

La Banque a prêté ses guichets pour la réalisation de sept augmentations de capital, dont celle de la S.D.R. Centrest qu'elle a dirigée. Outre l'émission d'obligations convertibles de la Compagnie Financière de Paris et des Pays-Bas qui a reçu un très bon accueil sur le marché, elle a co-dirigé celle de Péchiney Ugine Kuhlmann. Par ailleurs, elle a introduit en bourse les actions des Etablissements Darty et Fils, ainsi que deux valeurs étrangères : Amax Inc. et International Minerals and Chemical Corp. "I.M.C.". La Banque a également dirigé l'offre publique d'échange de la Compagnie Industrielle Chiers Chatillon sur les actions des Aciéries et Tréfileries de Neuves-Maisons-Chatillon.

Dans le secteur des sociétés d'investissement, l'exercice 1976 a été marqué par la poursuite, à un rythme soutenu, du développement des sociétés de placements immobiliers. C'est ainsi que Valeur Pierre II a procédé à trois augmentations de capital qui ont porté les actifs gérés tant par Valeur Pierre I constituée en 1974 que par Valeur Pierre II constituée en 1975 à plus de 250 millions de francs en fin d'exercice.

Après un an et demi d'activité, la Société Civile France-Forêts, que la Banque a créée avec d'importantes Compagnies d'Assurances et Caisses de Retraite, a franchi une première étape dans la constitution de son patrimoine en acquérant six massifs forestiers d'une surface totale de 2.500 hectares. D'ores et déjà, une augmentation de capital est prévue dans le courant de l'exercice 1977.

ACTIVITES DU DEPARTEMENT INDUSTRIEL ET IMMOBILIER

La conjoncture industrielle est restée difficile et le redressement général de l'économie, après la forte récession de 1975, s'est fait de façon inégale selon les secteurs. Mais c'est sûrement dans l'industrie lourde que les conséquences de la crise ont été les plus importantes. Les aspects, à l'évidence structurels, des difficultés actuelles, notamment le changement dans le niveau et la régularité du taux de croissance, ont conduit à une réflexion sur l'opportunité de modifier les structures de certaines industries. Dans plusieurs secteurs, une taille minimum est nécessaire pour aboutir à une organisation rationnelle des marchés et préserver les chances des producteurs français ; au-dessous de ce seuil, se sont les investissements, le maintien

de l'emploi et des salaires qui sont menacés. C'est en ce sens que plusieurs opérations importantes ont été réalisées avec notre concours.

La fusion entre la Compagnie des Forges de Chatillon-Commentry-Biache et la Société des Hauts-Fourneaux de la Chiers, a donné naissance à la Compagnie Industrielle Chiers-Chatillon ; celle-ci a lancé une offre publique d'échange sur les actions de la société des Aciéries et Tréfileries de Neuves-Maisons-Chatillon, devenue ainsi sa filiale à près de 100 %. La constitution d'un groupe sidérurgique important et diversifié dans les gammes d'aciers courants ou spéciaux, et des produits plats ou longs, va permettre des rationalisations dans tous ces secteurs, ainsi que la réalisation d'investissements de productivité, telle la construction d'une nouvelle aciérie à Neuves-Maisons.

Une restructuration industrielle particulièrement marquante, touchant deux sociétés dans lesquelles le groupe Paribas détient directement ou indirectement des intérêts, est intervenue dans le secteur de l'industrie électromécanique et de la construction navale. La fusion des Chantiers de l'Atlantique avec la Société Alstom en a été le point de départ ; la société fusionnée (Alstom-Atlantique) a ensuite repris la division des grosses machines tournantes de la Compagnie Electromécanique et conclu un accord de rationalisation avec le groupe Creusot-Loire dans les domaines des turbines hydrauliques et des réacteurs nucléaires. Ces profondes transformations ont abouti à la constitution en France d'une entreprise de toute première importance, qui bénéficiera d'une gamme très étendue de produits complémentaires.

Le groupe Thomson-Brandt, dont Paribas est le principal actionnaire a pris position dans les industries du téléphone. Après avoir pris le contrôle de L.M.T. et être devenue l'actionnaire principal de la S.F.T. Ericsson, sa filiale Thomson-CSF se trouve maintenant être le plus important fabricant de matériel de commutation téléphonique en France.

L'achat à la fin de 1976 par la Nouvelle Société Néogravure (Creté-Desfossés) d'une partie importante des biens de l'ancienne société en liquidation, a mis fin à la période de location gérance et consacré la constitution d'un nouveau pool d'actionnaires au sein duquel sont réunis la Société Hachette, la Société Beghin et le Groupe Paribas. La restructuration dans ce secteur difficile visait en particulier à intégrer au sein d'un même ensemble les opérations d'imprimerie et d'édition. Cette restructuration paraît en bonne voie et devrait permettre à la Néogravure d'envisager maintenant un redressement progressif de son exploitation.

Le rapprochement des maisons de champagne Henriot et Charles Heidsieck étudié et réalisé grâce à notre concours a été complété par des apports financiers extérieurs, parmi lesquels ceux de l'OPFI-Paribas. Le capital de la nouvelle Société Charles Heidsieck-Henriot a été ainsi porté à F 40.068.400. Cette fusion aboutit à la création d'un groupe important qui associe les atouts complémentaires des deux maisons : l'une, la Société Henriot, est propriétaire de l'un des grands vignobles champenois, l'autre, la Société Charles Heidsieck dispose d'une marque très connue et d'un réseau international remarquablement diversifié.

L'année 1976 a été pour le secteur des entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics en France une année encore difficile au cours de laquelle les sociétés de ce secteur ont dû intensifier leur effort de développement à l'étranger.

La principale participation du groupe Paribas dans ce secteur, la société Fougerolle, a su néanmoins dans le contexte difficile évoqué, développer en 1976 une activité globalement en expansion et très nettement bénéficiaire. La solidité de ses nou-

velles implantations et l'importance du carnet de commandes laissent bien augurer de la continuité du succès remarquable de cette entreprise.

Campeon-Bernard a poursuivi en 1976 sa restructuration, notamment avec la vente de son siège social. Cette entreprise se trouve désormais mieux à même de poursuivre son redéploiement à l'étranger, grâce à son très grand prestige technique.

Si pour le marché immobilier, 1976 a été une année de redressement, comparée à 1975, les difficultés structurelles présentes depuis longtemps n'ont pas disparu. Grâce à une reprise des ventes et à la politique prudente suivie en matière de mises en chantiers, les stocks de logements des sociétés du groupe n'ont pas augmenté. Cependant la conjonction d'une demande irrégulière, devenue en outre particulièrement sélective, avec l'arrivée sur le marché d'opérations lancées en période de haute conjoncture a provoqué des difficultés tant pour quelques programmes de l'Ocefi que pour certaines sociétés d'économie mixte gérées par la Saci. Une autre manifestation de la crise structurelle du secteur réside dans la persistance de conditions d'activité difficiles sur le marché des bureaux.

Enfin, indépendamment de la gestion du portefeuille industriel du groupe Paribas et de l'appui donné aux sociétés dans lesquelles le groupe détient des participations, les équipes industrielles de la Banque ont continué de développer, en France et à l'Etranger, une importante activité de service aux entreprises, leur apportant leur appui dans leurs problèmes de développement et négociant pour leur compte des opérations de rapprochement d'acquisition et de restructuration.

ACTIVITES ETRANGERES

Financement des exportations

Le développement des opérations de commerce extérieur a été important, tant au niveau des affaires nouvelles signées au cours de l'exercice qu'au titre des engagements précédemment contractés. Les encours de crédit ont plus que doublé. Cette progression résulte de l'avancement des importants contrats d'équipements obtenus par l'industrie française, avec le concours financier de la Banque de Paris et des Pays-Bas au cours des années 1974 et 1975. Elle a entraîné un accroissement analogue des résultats de ce secteur d'activité.

Les opérations les plus importantes ont concerné une centrale thermique à réaliser en Yougoslavie par les sociétés Alstom-Atlantique et Stein Industrie, le développement du gisement pétrolier off shore de Frigg, en Mer du Nord, financé conjointement par la Banque Nationale de Paris et la Banque de Paris et des Pays-Bas, et la réalisation d'une sucrerie et d'installations pétro-chimiques en Indonésie.

La Banque doit également participer activement au financement de la première tranche du complexe d'aluminium que la Société Péchiney Ugine Kuhlmann installe en URSS.

Une forte progression a été également constatée au titre des opérations documentaires avec l'étranger ; elle concerne principalement les transactions avec les pays pétroliers dont les fournitures et équipements font l'objet d'achats au comptant, et dont la domiciliation aux caisses de la Banque est facilitée par le développement des implantations internationales du groupe.

Opérations financières internationales

Les émissions lancées sur le marché financier international au cours de l'exercice ont atteint un volume record, supérieur à \$ 12 milliards, qui représente plus du tiers de tous les emprunts lancés depuis le commencement du marché en 1963. Ceci

souligne l'importance prise par ces opérations.

Le montant unitaire des émissions a augmenté sensiblement. La Communauté Economique Européenne a pu ainsi collecter un milliard de dollars en trois émissions et l'Australie 300 millions de dollars en une seule. Par ailleurs, quatorze émissions d'un montant égal ou supérieur à \$ 100 millions ont été effectuées. Les principales monnaies utilisées en 1976 ont été le dollar US (67 %) : le deutsche mark (17 %) et le dollar canadien (11,5 %).

La Banque de Paris et des Pays-Bas a dirigé ou co-dirigé 54 emprunts représentant près de \$ 2.400 millions. Elle a notamment été la seule banque française choisie comme chef de file des deux émissions en dollars de la Communauté Economique Européenne d'un montant total de \$ 800 millions. Pour les seules émissions libellées en dollars, elle s'est placée au cinquième rang mondial et demeure au premier rang des banques françaises.

Parallèlement, le marché des euro-crédits bancaires s'est considérablement développé : leur volume est estimé à \$ 28,6 milliards, soit un montant très proche du record de 1974 (\$ 29,3 milliards). La part des pays en voie de développement est de l'ordre de \$ 13 milliards, les principaux emprunteurs étant le Brésil, le Mexique et l'Argentine. La politique de prudence de la Banque dans ce domaine a été poursuivie.

ACTIVITES ET RESULTATS DES SUCCURSALES A L'ETRANGER

Les succursales européennes de Londres et d'Allemagne ont connu une nouvelle progression de leurs activités : la succursale de Londres en particulier a vu le total de son bilan passer de £ 132 millions à £ 209 millions soit un accroissement de 58 %. En dépit du renforcement de la réglementation bancaire qui touche particulièrement les établissements de taille moyenne, les deux succursales de Francfort et de Düsseldorf ont connu un exercice favorable. Un accroissement de leurs fonds propres intervenu au début de l'exercice en cours devrait permettre aux deux succursales de poursuivre leur expansion.

La succursale de Tokyo ouverte en avril 1976, a atteint progressivement son équilibre d'exploitation, malgré un environnement difficile caractérisé par une diminution très sensible des demandes de crédit, en raison de la très grande liquidité de l'économie japonaise. Sa clientèle est principalement constituée d'entreprises japonaises de tout premier ordre, avec lesquelles ont été initiées des opérations de prêts en devises et de crédits documentaires.

Les résultats des succursales du Golfe Arabique sont très satisfaisants. Les deux succursales ouvertes en 1975 à Mascate (sultanat d'Oman) et à Bahrain ont rapidement atteint un bon niveau d'activités et de résultats. Les implantations plus anciennes à Doha (Qatar) Abu Dhabi et Dubai (Emirats Arabes Unis) ainsi que la Bank of Sharjah ont poursuivi leur croissance à un rythme accéléré.

COMPTES DE L'EXERCICE 1976

BILAN

Le total du bilan de la Banque de Paris et des Pays-Bas atteint F 21.581.484.851,18 contre F 18.433.371.506,76 ce qui représente une augmentation de 17,08 %.

Actif

Les "comptes à vue" et les "comptes et prêts à échéance" qui

sont englobés dans la rubrique "banques et entreprises non bancaires admises au marché monétaire" retracent les soldes débiteurs des opérations de trésorerie et s'élèvent à F 7.367 millions contre 5.844 millions.

Les "bons du trésor" et les "valeurs reçues en pension ou achetées ferme" qui représentent les valeurs nourries prises en pension ou escomptées à d'autres banques ou entreprises habilitées à intervenir sur le marché monétaire, figurent pour F 1.178 millions contre F 3.016 millions.

Les crédits à la clientèle nourris par la banque figurent au bilan sous la rubrique "crédits à la clientèle - comptes débiteurs" et s'élèvent à F 8.768 millions contre F 6.202 millions.

Les titres de filiales et participations représentent un montant de F 462 millions et les titres de placement, sous les deux rubriques "Fonds d'Etat, bons et obligations" et "autres titres de placement", F 493 millions contre F 269 millions.

Passif

La rubrique "banques et entreprises non bancaires admises au marché monétaire" correspondant aux soldes créditeurs des opérations de trésorerie s'élève à F 2.165 millions contre F 2.284 millions dans les comptes à vue et passe de F 6.136 millions à F 8.033 millions dans les comptes à terme.

Les dépôts de la clientèle représentés par les trois rubriques "comptes d'entreprises", "comptes de particuliers" et "bons de caisse" atteignent au total F 6.907 millions contre F 5.850 millions, en hausse de 18,1 %.

Hors bilan

Les valeurs données en pension ou vendues ferme qui décrivent les opérations de mobilisation, passent de F 9.866 millions à F 13.818 millions et les cautions ou avals pour compte de la clientèle de F 7.524 millions à F 10.071 millions.

RESULTATS

L'ensemble des produits bancaires est passé de F 2.255.201.981,74 à F 2.441.382.896,40. Les frais bancaires ont augmenté de F 1.449.515.383,30 à F 1.604.826.476,70. La différence entre ces deux montants a progressé de 3,8 %.

Les revenus du portefeuille-titre figurent pour F 67.237.104,68 et les produits accessoires pour F 995.212,87.

Les charges d'exploitation sont réparties en frais de personnel, impôts et taxes, autres charges d'exploitation et charges sur emprunts obligataires. Elles représentent un montant total de F 568 millions contre F 477 millions au 31 Décembre 1975.

La dotation de l'exercice aux comptes d'amortissements s'élève à F 15.640.293,65 et l'excédent des provisions constituées sur provisions reprises à F 173.652.499,25. Rappelons que sous cette rubrique figurent tant les provisions pour risques bancaires que les provisions sur titres.

Le bénéfice d'exploitation ressort à F 147.780.164,65.

Au compte de pertes et profits sont enregistrés les bénéfices et les pertes sur cessions de titres. Ils constituent la plus grande partie des rubriques "profits exceptionnels" et "pertes exceptionnelles" qui figurent respectivement pour F 10.858.639,28 et F 4.539.013,69.

On trouve également dans ce compte, les écritures relatives à la participation des salariés aux fruits de l'expansion, tant pour la

participation de l'exercice, soit F 9.500.000,- que pour la provision pour investissement constituée selon la réglementation en vigueur sur la base de la participation de l'année antérieure. Cette provision est reprise sous la rubrique "dotation de l'exercice aux comptes de provisions hors exploitation".

La provision pour l'impôt sur les sociétés s'élève au total à F 49.961.709,36. Dans ce montant figure la contribution fiscale exceptionnelle (impôt sécheresse) de l'exercice, soit F 3.975.810,-.

Le bénéfice de l'exercice est réparti en deux lignes, le bénéfice de l'exercice proprement dit de F 84.375.268,36 et le résultat à long terme de F 3.924.542,55.

Au titre de l'exercice 1975, l'Assemblée avait été amenée à donner le caractère de réserve spéciale de plus-values à long terme à des primes d'apport à hauteur de 12 millions de francs, en raison de la constitution d'une provision sur titres dont le caractère fiscal ne pouvait être admis qu'en 1976.

Exercice	Nombre d'actions rémunérées	Montant total distribué aux actionnaires	Revenu global	Dividende distribué	Impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal)
1973	5.000.000	68.250.000	20,48	13,65	6,83
1974	5.000.000	55.000.000	16,50	11,-	5,50
1975	5.000.000	80.000.000	24,-	16,-	8,-

Nous tenons à remercier en votre nom l'ensemble du personnel de notre Banque qui par sa compétence et son dévouement a largement contribué au développement de nos activités.

Au 31 Décembre 1976, les effectifs de la Banque de Paris et des Pays-Bas comprenaient 3.342 personnes contre 3.204 au 31 Décembre 1975 soit une augmentation de 4,3 %.

L'application de l'accord d'intéressement a permis de dégager au titre de l'exercice 1975 une réserve spéciale de participation dont le montant s'élevait à F 9.766.346 contre F 4.627.979 l'année précédente.

Le Centre de Formation a poursuivi et développé ses actions de formation et de perfectionnement. En 1976, on a compté 96.462 heures de formation pour 1.646 inscriptions.

Nous vous proposons de réélire M. Maurice DOUMENC Administrateur jusqu'à l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 1982.

Nous vous demandons en outre de nommer M. Claude CASTEL et la Société de Contrôle des Comptes, commissaires aux comptes titulaires pour une période de six exercices.

De ce fait, le résultat à long terme de F 3.924.542,55 dégagé en 1976 n'est pas imposé au taux de 15 % et n'a pas à être porté à la réserve spéciale de plus-values à long terme.

Dans notre souci de séparer les résultats "en revenus" des résultats "en capital", nous vous proposons dans la première résolution soumise à vos suffrages d'affecter ce résultat à long terme au poste "provision pour éventualités diverses" laissé à la disposition du Conseil.

Aucune dotation n'est à faire à la réserve légale qui représente déjà 10 % du capital social. Après distribution d'un dividende net total de F 80.000.000,- (soit F 16,- par action), le report à nouveau s'établirait à F 40.464.116,69 en augmentation de F 4.375.268,36.

Il est rappelé conformément à la loi que le revenu global par action au titre des trois derniers exercices s'établissait ainsi :

ESPIABBINMOO ESU
BITWMOO XUA

**RAPPORT GENERAL
DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES**

Messieurs,

Nous avons l'honneur de relater l'exécution de notre mission pour l'exercice 1976.

Au cours de l'exercice comme après la clôture des comptes, nous avons opéré, en liaison avec le service de l'Inspection, les vérifications jugées utiles à la constatation de la régularité des écritures, à la justification du bien fondé des valeurs actives et passives inscrites à l'inventaire et à l'appréciation de la sincérité des documents dans lesquels les comptes sont présentés à votre Assemblée.

Aucun changement n'a été relevé dans la présentation du bilan et des comptes de résultats ni dans les méthodes d'évaluation.

Il est à noter qu'une partie des fonds provenant de l'emprunt convertible émis par la Compagnie Financière de Paris et des Pays-Bas a été mise à la disposition de votre Société ; la contrepartie s'inscrit pour 280 Millions de francs au passif du bilan sous la rubrique "Instituts d'émission, Banques et Entreprises non bancaires admises au marché monétaire". Cette dette porte intérêt à 10,60 % l'an.

Au terme de nos contrôles et n'ayant rien relevé qui porte atteinte à l'égalité entre les actionnaires ou contrevienne à la législation des sociétés, nous sommes en mesure de certifier la régularité et la sincérité des comptes soumis à votre approbation.

Paris, le 25 Avril 1977

Les Commissaires aux comptes

Jacques de BOIS Claude CASTEL

RAPPORT SPECIAL

Messieurs,

Aucune convention requérant l'autorisation préalable du Conseil d'Administration en application des textes régissant les rapports entre les sociétés anonymes et leurs dirigeants n'a été portée à notre connaissance au cours de l'exercice 1976.

Comme par le passé, des opérations bancaires et financières et des prestations de caractère courant ont été réalisées avec d'autres sociétés du Groupe Paribas. En particulier votre société a continué d'assurer l'administration de l'Association en participation entre l'O.P.B. Paribas et la Compagnie Financière de Paris et des Pays-Bas, dans le cadre des prestations courantes qu'elle fournit aux principales sociétés du Groupe et dont elle répartit la charge à prix coûtant.

Enfin, nous vous informons que Monsieur DOUMENC ne touche plus de rémunération spéciale depuis le 1er Mai 1975

Paris, le 31 Mars 1977

Les Commissaires aux comptes :

Jacques de BOIS Claude CASTEL

BILAN

ACTIF	au 31.12.1975	au 31.12.1976
Caisse, instituts d'émission, trésor public, comptes courants postaux	354 602 389,90	380 305 559,59
Banques et entreprises non bancaires admises au marché monétaire :		
<i>a) Comptes à vue</i>	1 462 603 874,62	1 351 106 144,14
<i>b) Comptes et prêts à échéance</i>	4 381 799 873,19	6 015 874 371,04
Bons du trésor et valeurs reçues en pension ou achetées ferme	3 016 035 417,14	1 178 229 380,03
Crédits à la clientèle - portefeuille :		
<i>a) Crédits à court terme</i>	2 495 352 756,44	3 857 864 107,53
<i>b) Crédits à moyen terme</i>	929 294 318,97	1 074 355 580,11
<i>c) Crédits à long terme</i>	704 935 920,99	909 602 728,64
Crédits à la clientèle - comptes débiteurs	2 072 424 704,45	2 926 264 944,67
Comptes de régularisation et divers	1 106 837 672,77	1 581 285 930,41
Débiteurs divers	30 976 631,04	53 159 757,78
Débiteurs par acceptations	817 227 415,29	792 257 472,09
Comptes d'opérations sur titres	114 149 327,19	254 008 449,16
Titres de placement :		
<i>a) Fonds d'Etat, bons et obligations</i>	11 690 319,04	-
<i>b) Autres titres de placement</i>	257 294 830,65	493 137 637,71
Titres de filiales et participations	461 393 976,98	461 541 983,06
Immobilisations	216 752 078,10	252 490 805,22
	18 433 371 506,76	21 581 484 851,18

PASSIF	au 31.12.1975	au 31.12.1976
Instituts d'émission, banques et entreprises non bancaires admises au marché monétaire :		
<i>a) Comptes à vue</i>	2 284 115 913,72	2 164 904 155,35
<i>b) Comptes et emprunts à échéance</i>	6 136 112 911,83	8 033 376 529,88
Comptes d'entreprises et divers :		
<i>a) Comptes à vue</i>	2 328 646 825,59	2 872 546 370,15
<i>b) Comptes à échéance</i>	2 037 821 815,79	2 238 590 078,47
Comptes de particuliers :		
<i>a) Comptes à vue</i>	444 250 966,75	488 935 603,38
<i>b) Comptes à échéance</i>	523 594 378,53	531 506 613,90
<i>c) Comptes d'épargne à régime spécial</i>	115 768 561,97	191 193 739,73
Bons de caisse	399 603 915,76	584 438 944,33
Comptes de régularisation, provisions et divers	1 756 793 483,39	2 112 283 457,78
Créditeurs divers	69 436 798,53	65 658 551,77
Acceptations à payer	817 227 415,29	792 257 472,09
Comptes d'opérations sur titres	195 580 738,97	177 675 902,80
Obligations	439 862 480,00	435 262 320,00
Réserves	255 406 946,88	268 466 452,31
Capital	500 000 000,00	500 000 000,00
Report à nouveau	12 841 006,95	36 088 848,33
Résultat net à long terme	13 059 505,43	3 924 542,55
Bénéfice de l'exercice	103 247 841,38	84 375 268,36
	18 433 371 506,76	21 581 484 851,18

HORS BILAN	au 31.12.1975	au 31.12.1976
Valeurs données en pension ou vendues ferme	9 866 350 314,27	13 817 743 550,78
Cautions et avals pour le compte de la clientèle	7 523 871 930,79	10 070 582 919,05
Ouvertures de crédits confirmés	1 801 858 181,00	2 190 227 052,00
Autres engagements	804 692 984,00	1 572 590 062,00

COMPTE D'EXPLOITATION GENERALE

DEBIT	1975		1976		CREDIT	1975		1976	
FRAIS BANCAIRES		1.449.515.383,30		1 604 826 476,70	PRODUITS BANCAIRES		2.255.201.981,74		2 441 382 896,40
. Banques et ENBAMM	494.324.544,43		453 002 550,46		. Banques et ENBAMM	335.210.509,49		335 874 169,45	
. Charges de trésorerie	718.782.697,23		856 462 621,20		. Produits des opérations de trésorerie	427.873.340,56		473 114 441,82	
. Intérêts versés aux comptes de la clientèle et sur bons de caisse	234.273.682,23		291 401 430,56		. Produits perçus sur crédits consentis à la clientèle	944.790.829,80		1 018 188 602,21	
. Autres charges bancaires	2.134.459,41		3 959 874,48		. Produits perçus sur comptes débiteurs de la clientèle	303.372.637,27		328 111 069,51	
FRAIS DE PERSONNEL		297.780.157,98		358 541 444,97	. Autres produits bancaires	243.954.664,62		286 094 613,41	
IMPOTS ET TAXES		54.151.684,17		58 957 722,38	REVENUS DU PORTEFEUILLE-TITRES		61.818.274,17		67 237 104,68
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION		98.141.603,84		113 195 370,54	PRODUITS ACCESSOIRES		1.112.781,29		995 212,87
INTERETS SUR EMPRUNTS OBLIGATAIRES		26.892.446,14		37 021 241,81					
DOTATIONS DE L'EXERCICE AUX COMPTES D'AMORTISSEMENTS		11.546.148,47		15 640 293,65					
EXCEDENT DES PROVISIONS CONSTITUEES SUR LES PROVISIONS REPRISES		141.623.386,29		173 652 499,25					
BENEFICE D'EXPLOITATION		238.482.227,01		147 780 164,65					
		2.318.133.037,20		2 509 615 213,95			2.318.133.037,20		2 509 615 213,95

COMPTE DE PERTES ET PROFITS

DEBIT	1975		1976		CREDIT	1975		1976	
Participation des salariés aux fruits de l'expansion		9.850.000,00		9 500 000,00					
Pertes exceptionnelles		11.030.028,68		4 539 013,69					
Dotation de l'exercice aux comptes de provisions hors exploitation		4.136.093,00		6 338 269,97	Bénéfice d'exploitation		238.482.227,02		147 780 164,65
Impôt sur les bénéfices		103.926.520,57		49 961 709,36					
Bénéfice de l'exercice		103.247.841,38		84 375 268,36	Profits exceptionnels		6.767.762,04		10 858 639,28
Résultat à long terme		13.059.505,43		3 924 542,55					
		245.249.989,06		158 638 803,93			245.249.989,06		158 638 803,93

RESOLUTIONS

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu les rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux comptes, approuve les comptes de l'exercice 1976 tels qu'ils lui sont présentés par le Conseil d'Administration et décide d'affecter au poste "provisions pour éventualités diverses", laissé à la disposition du Conseil d'Administration, la somme de F 3.924.542,55 correspondant aux résultats à long terme de l'exercice.

Elle fixe pour cet exercice le dividende net à F 16 par action

de F 100 qui, compte tenu de l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de F 8,- correspond à un revenu global de F 24,-.

Le dividende sera mis en paiement à partir du 27 Mai 1977.

L'Assemblée Générale rappelle, conformément à la loi, que le revenu global par action au titre des trois derniers exercices s'établissait ainsi :

Exercice	Nombre d'actions rémunérées	Montant total distribué aux actionnaires	Revenu global	Dividende distribué	Impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal)
1973	5.000.000	68.250.000	20,48	13,65	6,83
1974	5.000.000	55.000.000	16,50	11,-	5,50
1975	5.000.000	80.000.000	24,-	16,-	8,-

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale réélit M. Maurice DOUMENC Administrateur. Ses fonctions prendront fin lors de l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 1982.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale nomme M. Claude CASTEL et la Société de Contrôle des Comptes, commissaires aux comptes titulaires pour une période de six exercices.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu le rapport spécial établi par les Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions de l'article 101 de la loi du 24 Juillet 1966, approuve les opérations mentionnées dans ce rapport.

INVENTAIRE DES VALEURS MOBILIERES DETENUES EN PORTEFEUILLE AU 31 DECEMBRE 1976

	nombre de titres	valeur d'inventaire
OBLIGATIONS		
Electricité de Doniambo 8,50 % - 12,50 % 1974	430 obligations	21.500.000,-
Société Concessionnaire des Autoroutes Paris Est Lorraine 10,20 % 1976	3.295 obligations	3.266.728,90
Autoroute du Sud 10,80 % 1976	6.350 obligations	6.293.485,-
Caisse Nationale des Télécommunications 10,20 % 1976	1.646 obligations	1.635.630,20
Cofiroute 10,60 % 1976	1.000 obligations	996.860,-
Crédit Naval C.M.A.F. 11 % 1976	3.856 obligations	3.836.720,-
Département de la Gironde 11 % 1976	1.873 obligations	1.870.939,70
Département de la Seine et Marne 11 % 1976	3.910 obligations	3.907.693,10
Emprunt d'Etat 10 % 1976	1.357 obligations	1.383.840,04
Emprunt Groupé des S.D.R. 10,20 % 1976	21.263 obligations	20.682.094,84
Groupement pour le Financement des Ouvrages Bâtiments, Travaux Publics et Activités annexes 10,80 % Avril 1976	8.016 obligations	8.016.000,-
Generco 10,80 % 1976	11.576 obligations	11.361.844,-
Emprunt des Départements de la Région Midi Pyrénées 10,20 % Mars 1976	2.588 obligations	2.588.000,-
R.A.T.P. 10,20 % 1976	16.564 obligations	16.268.332,60
Sté des Autoroutes du Nord et de l'Est de la France 10,80 % Mai 1976	7.634 obligations	7.634.000,-
Unipol 10,80 % Mai 1976	6.678 obligations	6.640.669,98
Ville de Nice 10,20 % Juin 1976	5.600 obligations	5.457.816,-
Crédit pour l'acquisition et l'amélioration des Immeubles 6,50 %	11.730 obligations	11.730.000,-
ASSURANCES		
Transeuropéenne-Vie S.A.	10.000 actions	900.000,-
BANQUES ET SOCIETES FINANCIERES		
Société Auxiliaire de Financement International	1.250 actions	125.000,-
Banque des Antilles Françaises	999.700 actions	2.999.100,-
Banque des Antilles Françaises (non libérées)	50 actions	50,-
Banque Franco-Roumaine	2.625 actions	2.327.500,-
Banque Centrale de Compensation	9.600 actions	960.048,-
Crédit Martiniquais	4.346 actions	2.173.000,-
Crédit National	3.059 actions	898.825,97
Société d'Etudes et de Financement pour la Modernisation des Immeubles "FIMODI"	4.500 actions	450.000,-
Société Financière pour l'Expansion des Télécommunications "FINEXTEL"	22.996 actions	2.423.806,-
Groupement pour le Financement des Ouvrages de Bâtiments, Travaux Publics et Activités annexes "G.O.B.T.P."	4.000 actions	400.000,-
Omnium Financier de Valeurs Mobilières "OFIVALMO"	1.400 actions	140.084,-
Société d'Etudes pour l'Expansion du Bassin de l'Adour "SEBADOUR"	2.315 actions	243.075,-
Société pour le Financement d'Immeubles Commerciaux et Industriels "SOFICOMI"	1.796 actions	245.326,45
SOFIFOS "B"	24.800 actions	12.400.000,-
SOFIFOS Obligations convertibles "B" 8,75 % 1973	(1) 24.000 oblig. conv.	12.000.000,-
SOFIFOS Obligations convertibles "B" 1974	(1) 14.040 oblig. conv.	7.020.000,-
Société pour le financement de la Protection de la Nature et de la lutte contre la pollution "SOFINAT"	1.265 actions	126.500,-
Société Financière d'Etudes et de Placements "SOFINEP"	5.480 actions	695.960,-
Société Financière de Châtillon	3.998 actions	702.203,92
Société Française de Factoring International "FACTORS FRANCE"	1.763 actions	170.933,66
Union Méditerranéenne de Banques (non libérées)	4.000 actions	3.000.000,-

(1) lire obligations convertibles.

	nombre de titres	valeur d'inventaire
SOCIETES FONCIERES ET IMMOBILIERES		
Compagnie Foncière SIMCA - NORD	156.616 actions 3.300 actions	25.058.560,- 330.019,80
SOCIETES D'INVESTISSEMENT ET DE PORTEFEUILLE		
Batibail - Sicomi (de frs 1.000)	50 actions	31.100,-
Batibail - Sicomi (de frs 100)	2.749 actions	175.936,-
C.G.E. Développement	1.960 actions	196.000,-
Conseil Investissement	49.965 actions	4.996.500,-
Enerco (non libérées)	4.499 actions	112.475,-
Groupement pour le Financement de l'Audiovisuel et de la Télédiffusion "GIFATEL"	1.100 actions	110.000,-
Groupement des Industries de la Mer "GIMER"	3.000 actions	300.000,-
Société Lorraine de Développement et d'Expansion "LORDEX"	13.716 actions	1.314.321,23
Omnium de Participations Bancaires de Paris et des Pays-Bas "O.P.B. - PARIBAS"	2.025.013 actions	125.185.066,57
Omnium de Participations Financières Industrielles de Paris et des Pays-Bas "OPFI - PARIBAS"	2.078.886 actions	189.867.075,-
Société de Développement du Centre-Est "CENTRE-EST"	23.519 actions	1.820.377,44
Société de Développement régional du Sud-Ouest "EXPANSO"	3.411 actions	306.968,08
Société pour le Développement de la région Méditerranéenne	4.445 actions	240.091,98
Société de Développement régional du Nord et du Pas-de-Calais	4.233 actions	346.288,16
Société de Développement régional du Nord et du Pas-de-Calais	4.233	10.821,33
	droits de souscription	
Société de Développement Régional du Sud-Est	22.242 actions	2.335.140,42
Société de Développement Régional de Normandie	3.882 actions	349.064,84
Société d'Etudes et de Réalisations des Equipements Commerciaux du Centre Ville de CRETEIL "SEREC"	2.000 parts	200.000,-
Société Immobilière Française pour l'Investissement "SIFIS SIEMENS"	17.995 actions	1.799.500,-
Société de Placements sélectionnés en France et à l'Etranger "S.P.S."	924 actions	195.685,97
Société Alsacienne de Développement et d'Expansion "SADE"	4.139 actions	381.107,14
Société Alsacienne de Développement et d'Expansion "SADE" Obligations convertibles 7,75 % 1973	(1) 1.254 oblig. conver.	181.830,-
Compagnie d'Investissement et de Placement "C.I.P."	9.596 actions	609.102,75
Crédinter	22.377 actions	2.797.125,-
Epargne-Assurance	11.786 actions	1.620.766,30
Epargne-Revenu	1.990 actions	484.943,10
Essor	48.000 actions	6.000.000,-
Foncier-Investissement	9.455 actions	2.363.750,-
France Croissance	53.089 actions	6.370.680,-
France Epargne	67.043 actions	8.034.112,63
Mondiale d'Investissement	1.618 actions	162.447,20
Obligations Convertibles	20.500 actions	2.498.950,-
Paribas Gestion	4.988 actions	600.085,89
Sélection Croissance	1.598 actions	799.098,61
Sicobli	79 actions	948.000,-
Société Générale pour le Financement de l'Epargne "SOGEPARGNE"	8.270 actions	2.064.425,21
Société Générale d'Epargne et d'Investissement "SOGEVAR"	10.010 actions	2.468.073,84
L'U.A.P. Investissement	24.562 actions	1.202.115,36
Via Investissement "ex Fortune I"	9.990 actions	1.113.585,30
Société Immobilière et Mobilière de l'Afrique du Nord "SIMAN"	52.000 actions	717.183,43
Société Française d'Etudes et Réalisations Maritimes Portuaires et Navales "SOFREMER"	1.000 actions	100.000,-
Société Toulousaine et Financière du Sud-Ouest "TOFINSO"	1.079 actions	248.422,95
Valeur Pierre 1	200 parts	219.000,-
Valeur Pierre 2	314 parts	687.660,-
ALIMENTATION		
B.S.N. Gervais Danone	18.570 actions	8.913.228,60

(1) lire obligations convertibles.

	nombre de titres	valeur d'inventaire
TOURISME - HOTELS - CASINOS		
Jacques Borel International	684 actions	120.384,-
JOURNAUX, PAPIERS ET IMPRIMERIES		
Dafsa - Inter	2.342 actions	234.200,-
MINES METALLIQUES - MINERAIS		
INCO Limited "Ex International Nickel C ^o of Canada"	8.000 actions	1.196.800,-
Kennecott Copper Corp.	10.000 actions	1.307.200,-
PRODUITS CHIMIQUES		
SIMOREP Obligations convertibles	(1) 6.000 Oblig. conver.	6.000.000,-
SERVICES PUBLICS		
Montana Power C ^o	5.700 actions	761.349,00
VALEUR D'INVENTAIRE DU PORTEFEUILLE-TITRES		F 954.679.620,77
Titres énumérés ci-dessus		F 601.958.685,49
Titres de Sociétés étrangères non admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs		F 350.976.976,45
Titres dont la valeur d'inventaire est inférieure à F 100.000, -- par catégorie		F 1.743.958,83

(1) lire obligations convertibles.

**TABLEAU DE RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES FILIALES
ET LES PARTICIPATIONS AU 31 DECEMBRE 1976**

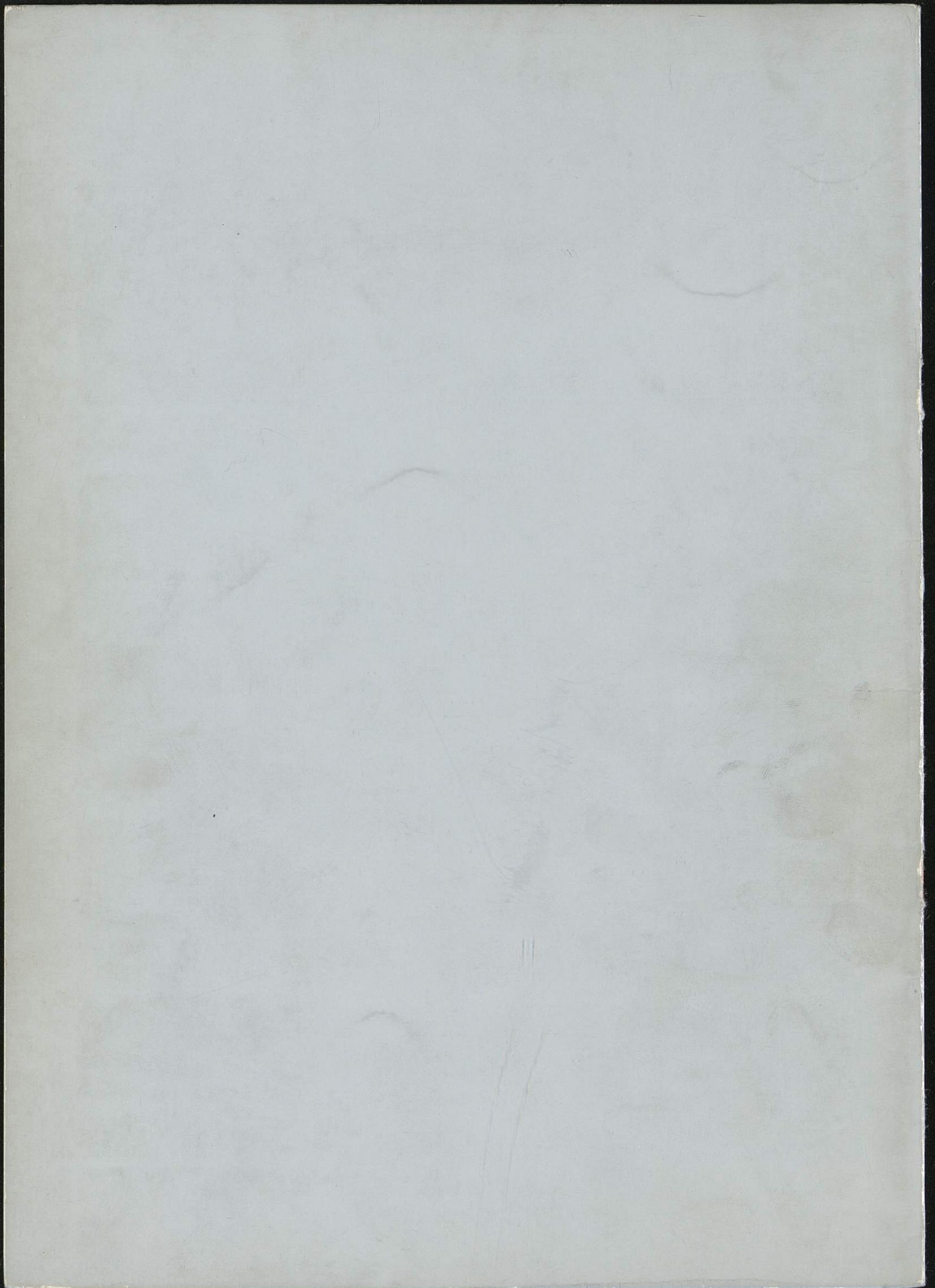
SOCIETES	Capital	Réserves	Quote-part du capital détenue (en %)
<i>I - Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1% du capital de la Banque de Paris et des Pays-Bas</i>			
A - FILIALES (50% au moins du capital détenu par la Banque de Paris et des Pays-Bas)			
Omnium de Participations Bancaires de Paris et des Pays-Bas "O.P.B. - PARIBAS"	129.150.000	96 057 460	78,39
B - PARTICIPATIONS (10 à 50 % du capital détenu par la Banque de Paris et des Pays-Bas)			
- Omnium de Participations Financières et Industrielles de Paris et des Pays-Bas "OPFI-PARIBAS"	468.600.000	330 180 963	22,18
- Compagnie Foncière	39.325.000	85 075 432	19,91
<i>II - Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations</i>			
A - FILIALES			
Françaises			
B - PARTICIPATIONS			
Dans les sociétés françaises			
Dans les sociétés étrangères			

Valeur d'inventaire des titres détenus	Prêts et avances consentis et non remboursés	Montant des cautions et avals fournis	Chiffre d'affaires du dernier exercice	bénéfice net du dernier exercice	Dividendes encaissés par la BPPB
117 539 296	—	—	28 913 516	19 925 819	13 162 584
189 867 075	116 929 487	—	71 706 310	60 169 179	13 304 870
25 058 560	—	3 329 483	14 013 318	4 850 386	1 135 466
5 047 500	—	—			—
13 760 763	11 195 634	33 021 650			752 987
4 408 231	—	—			817 062

RESULTATS FINANCIERS
AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

(Articles 133, 135 et 148 du Décret sur les sociétés commerciales)

	1972	1973	1974	1975	1976
I - SITUATION FINANCIERE EN FIN D'EXERCICE					
a) Capital Social	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000
b) Nombre d'actions émises	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
c) Nombre d'obligations convertibles en actions	—	—	—	—	—
II - RESULTAT GLOBAL DES OPERATIONS EFFECTIVES					
a) Crédit du compte d'exploitation	1 132 970 002	1 453 291 303	2 492 174 648	2 318 133 037	2 509 615 213
b) Bénéfices avant impôt, amortissements et provisions	229 892 745	212 131 821	190 029 806	377 539 498	333 892 583
c) Impôt sur les bénéfices	41 644 561	49 427 556	47 031 583	103 926 520	49 961 709
d) Bénéfices après impôt, amortissements et provisions	65 360 635	71 511 799	63 576 954	116 307 346	88 299 810
e) Montant des bénéfices distribués	65 000 000	68 250 000	55 000 000	80 000 000	80 000 000
III - RESULTAT DES OPERATIONS REDUIT A UNE SEULE ACTION					
a) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements et provisions	37,649	32,54	28,60	54,72	56,78
b) Bénéfice après impôt, amortissements et provisions	13,072	14,31	12,71	23,26	17,66
c) Dividende versé à chaque action	13,--	13,65	11,--	16,--	16,--
IV - PERSONNEL					
a) Nombre de salariés	2 588	2 933	3 092	3 204	3 342
b) Montant de la masse salariale et participation aux bénéfices	122 248 648	137 032 794	166 179 923	210 256 097	241 101 147
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale, Oeuvres Sociales, etc.)	41 068 693	49 054 321	59 702 391	75 613 772	92 865 590



BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS

COMPTES PUBLIES DE L'EXERCICE 1976

TABLEAUX PRESENTES AU CONSEIL DU 31 MARS 1977

BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS

	Pages
1) Comptes publiés de l'exercice 1976	
Bilan	1
(Compte d'exploitation générale	2
(Compte de pertes et profits	2
2) Tableaux présentés au Conseil d'Administration du 31 Mars 1972	3
Environnement bancaire et financier	4
	<u>Résultats</u>
Résultats 1976	5
→ Résultats d'exploitation bancaire et financière	6
→ en France	7
↳ évolution des dépenses d'exploitation du siège	8
↳ à l'étranger	9
↳ Résultats du portefeuille	10
→ dividendes encaissés	11
↳ résultats à long terme	11
	<u>Comptes</u>
Compte d'exploitation générale	12
Compte de pertes et profits	13
Bilan	14
Evolution du bilan	15
	<u>Distribution</u>
Evolution de la distribution	16

BILAN

1-

ACTIF	au 31.12.1975	au 31.12.1976	PASSIF	au 31.12.1975	au 31.12.1976
Caisse, instituts d'émission, trésor public, comptes courants postaux	354 602 389,90	360 305 559,59	Instituts d'émission, banques et entreprises non bancaires admises au marché monétaire:	2 284 115 913,72	2 164 904 155,35
Banques et entreprises non bancaires admises au marché monétaire:			a) Comptes à vue	6 136 112 911,83	8 033 376 529,88
a) Comptes à vue	1 462 603 874,62	1 351 106 144,14	Comptes d'entreprises et divers:	2 328 646 825,59	2 872 546 370,15
b) Comptes et prêts à échéance	4 381 799 873,19	6 015 874 371,04	a) Comptes à vue	2 037 821 815,79	2 238 590 078,47
Bons du trésor et valeurs reçues en pension ou achetés ferme	3 016 035 417,14	1 178 229 380,03	Comptes de particuliers:		
Crédits à la clientèle - portefeuille:			a) Comptes à vue	444 250 966,75	488 935 603,38
a) Crédits à court terme	2 495 352 756,44	3 857 864 107,53	b) Comptes à échéance	523 594 378,53	531 506 613,90
b) Crédits à moyen terme	929 294 318,97	1 074 355 580,11	c) Comptes d'épargne à régime spécial	115 768 561,97	191 193 739,73
c) Crédits à long terme	704 935 920,99	909 602 728,64	Bons de caisse	399 603 915,76	584 438 944,33
Crédits à la clientèle - comptes débiteurs	2 072 424 704,45	2 926 264 944,67	Comptes de régularisation, provisions et divers	1 756 793 483,39	2 112 283 457,78
Comptes de régularisation et divers	1 106 837 672,77	1 581 285 930,41	Créditeurs divers	69 436 798,53	65 658 551,77
Débiteurs divers	30 976 631,04	53 159 757,78	Acceptations à payer	817 227 415,29	792 257 472,09
Débiteurs par acceptations	817 227 415,29	792 257 472,09	Comptes d'opérations sur titres	195 580 738,97	177 675 902,80
Comptes d'opérations sur titres	114 149 327,19	254 008 449,16	Obligations	439 862 480,00	435 262 320,00
Titres de placement:			Réserves	255 406 946,88	268 466 452,31
a) Fonds d'Etat, bons et obligations	11 690 319,04	-	Capital	500 000 000,00	500 000 000,00
b) Autres titres de placement	257 294 830,65	493 137 637,71	Report à nouveau	12 841 006,95	36 088 848,33
Titres de filiales et participations	461 393 976,98	461 541 983,06	Résultat net à long terme	13 069 505,43	3 924 542,55
Immobilisations	216 752 078,10	252 490 805,22	Bénéfice de l'exercice	103 247 841,38	84 375 266,36
	18 433 371 506,76	21 581 484 851,18		18 433 371 506,76	21 581 484 851,18

HORS BILAN

Valeurs données en pension ou vendues ferme
Cautions et avais pour le compte de la clientèle
Ouvertures de crédits confirmés
Autres engagements

au 31.12.1975

9 866 350 314,27
7 623 871 930,79
1 801 858 181,00
804 692 984,00

au 31.12.1976

13 817 743 550,78
10 070 582 919,05
2 190 227 062,00
1 572 590 062,00

(ACTIONS + OBLIGATIONS)	32'904	35'810	-11,8
LOGIQUE DES EMISSIONS (EN MF)			
COURS DU DOGGER (LE VN 31-12)	1'000	1'000	+10,1
INDICES BOURSIERS VN 31-12	100	100	+11,9
INDEX DE BURE VN 31-12	100	100	-11
INDEX DU MARCHÉ EN DECEMBRE	100	100	-

EMBALEMENTS BANCAIRES ET FINANCIERS
 BANQUE DE LYON ET DES BALS-BOIS

B.P.P.B.
 RESULTATS 1976

	1975	1976	%
BENEFICE NET D'EXPLOITATION BANCAIRE ET FINANCIERE	90,1	55,3	-38,6
BENEFICE NET DU PORTEFEUILLE	37,1	59,2	+59,6
INTERETS S'EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET INTERESSEMENT	-24,-	-26,1	+8,6
BENEFICE NET PUBLIE	103,2	88,4	-14,3
BENEFICE NET A LONG TERME	103,2	84,4	-18,3
BENEFICE NET D'EXPLOITATION FINANCIERE	F 20,64	F 16,87	-18,3
RESULTAT NET A LONG TERME	13,1	3,9	n.s.

(EN MILLIONS DE F.)

RESULTE NET Y FOND LEVRE	131	30	197
BENEFICE SUR VENTE	50'04	10'81	-18'3
BENEFICE NET (VIBES IMBOL EXCEBLL 1010 (VIBL) (VAVIL IMBOL EXCEBLLIONNET 1010	102'5	80'4	-18'3
	103'5	81'4	-14'3
EL IMLEHESSEMENT	-34'	-30'1	+ 0'0
IMLEHES SEBIBHILIS ORFIVILVINES	91'1	28'5	+22'0
BENEFICE NET ON BOBLELEHETTE	80'1	22'3	-38'0
DYNSVIRE EL LINVANSIEBE			
BENEFICE NET D'EXPLOITATION	1018	1010	*

(EN MILLIONS DE F.)

RESULTE NET 1010

B' b' b' b'

RESULTAT D'EXPLOITATION BANCAIRE ET FINANCIERE

	(EN MILLIONS DE F.)		
	1975	1976	%
RECETTES FINANCIERES COMMISSIONS	184,5	96,6	- 47,6
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION FRANCE	-102,2	- 52,4	- 48,7
IMPOTS D'EXPLOITATION FRANCE			
RESULTAT NET D'EXPLOITATION FRANCE	82,3	44,2	- 46,3
RESULTAT NET DES SUCCURSALES A L'ETRANGER	7,8	11,1	+ 42,3
RESULTAT NET D'EXPLOITATION BANCAIRE ET FINANCIERE	90,1	55,3	- 38,6

	1975	1976	%
BANQUE ET FINANCIERE	207	223	- 20,2
RESULTAT NET DES SUCCURSALES Y COMPRENUS	38	117	+ 43,3
RESULTAT NET D'EXPLOITATION FRANCE	85,3	49,5	- 10,3
IMPOTS D'EXPLOITATION FRANCE	- 105,3	- 25,9	- 48,1
RESULTAT NET D'EXPLOITATION FRANCE	181,2	269	- 41,9
	1032	1030	%

(EN MILLIONS DE F.)

RESULTAT D'EXPLOITATION BANCAIRE ET FINANCIERE

RESULTAT D'EXPLOITATION BANCAIRE ET FINANCIERE - FRANCE

(AVANT IMPOT)

	(EN MILLIONS DE F.)		
	1975	1976	%
RECETTES BANCAIRES	493,-	451,9	- 8,3
RECETTES FINANCIERES	91,7	97,9	+ 6,7
COMMISSIONS	25,9	40,9	+ 57,9
TOTAL RECETTES DU SIEGE	610,6	590,7	- 3,3
TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION DU SIEGE	- 318,5	- 358,5	+ 12,5
RESULTAT D'EXPLOITATION DU SIEGE AVANT PROVISIONS	292,1	232,2	- 20,5
PROVISIONS POUR RISQUES BANCAIRES	- 112,5	- 150,2	+ 33,5
RESULTAT D'EXPLOITATION DU SIEGE A	179,6	82,-	- 54,4
RESULTAT D'EXPLOITATION DES SUCCURSALES ET AGENCES B	4,9	14,6	+ 198,-
RESULTAT D'EXPLOITATION - FRANCE (A+B)	184,5	96,6	- 47,6

RESULTELS D'EXPLOITATION - FINANCE (N°18)	1975	1976	%
DES SUCCURSALES ET VILLES RESULTELS D'EXPLOITATION	4,0	1,0	+100
RESULTELS D'EXPLOITATION DU SIEGE	130,0	85	-24,4
PROVISIONS POUR RISQUES FINANCIERS VALUÉS FINANCIERS	-115,2	-120,5	+33,2
RESULTELS D'EXPLOITATION DU SIEGE DU SIEGE	585,1	535,5	-30,2
TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION	-318,2	-305,0	+15,2
TOTAL REVENUS DU SIEGE	910,0	800,1	-33
COMMISSIONS	52,0	40,0	+22,5
REVENUS FINANCIERS	0,1	0,0	+0,0
REVENUS FINANCIERS	400,0	400,0	-0,0
	1012,1	1010,1	0

(EN MILLIONS DE F.)

(VALUÉS FINANCIERS)

RESULTELS D'EXPLOITATION FINANCIERE ET FINANCIERE - FINANCE

7-

RESULTAT D'EXPLOITATION BANCAIRE ET FINANCIERE
DES SUCCURSALES A L'ETRANGER

DEPENSES D'EXPLOITATION DU SIEGE

(EN MILLIONS DE F.)

LONDRES	1975	1976	%
DEPENSES DE PERSONNEL	258,7	295,6	+14,6
AUTRES DEPENSES	81,8	89,3	+9,2
AMORTISSEMENTS	2,7	4,7	+74,1
TOTAL DEPENSES	342,5	388,9	+13,5
A DEDUIRE			
REMBOURSEMENTS DES AGENCES HOLDINGS ET DIVERS	-24,7	-30,4	n.s.

DEPENSES DU SIEGE 318,5 358,5 +12,5

EFFECTIFS PAYES AU 31-12 2.477 2.545 +2,7

TOTAL SUCCURSALES ETRANGERES

(1) OUVERTURE EN 1976

(2) OUVERTURE EN 1970

* AU SIEGE DE LONDRES

† AU SIEGE DE LONDRES DE CREATION

EFFETIERS BVAES VO 31-15 5000 5202 + 53

DEBENSES DO SIEGE 3102 3282 +152

HOTELS ET DIVERS + 54 - 304

REMBORSEMENTS DES YCENCES

V DEDRIBE

TOTAL DEBENSES 3452 3882 +132

IMMOBILISSEMENTS

VALUES DEBENSES 512 593 + 81

DEBENSES DE PERSONNEL 582 642 + 60

1032 1032

(EN MILLIONS DE LF)

DEBENSES D'EXPLOITATION DU SIEGE

**RESULTAT D'EXPLOITATION BANCAIRE ET FINANCIERE
DES SUCCURSALES A L'ETRANGER**

	(EN MILLIONS DE F.)	
	1975	1976
LONDRES	+ 2,3	+ 1,4
ALLEMAGNE	- 0,4	+ 1,-
GOLFE	+ 5,9	+ 9,4
DIVIDENDES ENCAISSES	+ 1,5	+ 1,7
DOHA	+ 3,9	+ 5,1
ABU DHABI	-	+ 0,7
DUBAI (1)	+ 0,1	+ 1,1
MASCATE (1)	+ 0,4	+ 0,8
BAHREIN (1)	-	- 0,7
TOKYO (2)	-	-
RESULTATS NETS A COURT TERME	+ 7,8	+ 11,1*
RESULTATS NETS A LONG TERME	-	-
TOTAL SUCCURSALES ETRANGERES	+ 7,8	+ 11,1*

(1) OUVERTURE EN 1975
(2) OUVERTURE EN 1976

* APRES 3,2 MF DE REMBOURSEMENT
AU SIEGE DE DEPENSES DE CREATION

(3) ОПЛЕНЕНИЕ В 1976

(4) ОПЛЕНЕНИЕ В 1975

ВН ШЕДЕ ДЕ ДЕБЕЗЕС ДЕ СРЕВЛОН

• ВЪЗЕС 33 МЛ ДЕ БЕМБОРЪЕМЕНТ

	1975	1976	1977
ТОЛЪТ СУСЦЕНЪТЕС ЕЛЪУИСЕНЪС		+ 18	+ 11,1
ТОКАО (3)		-	- 0,1
БЪНЪЕМ (4)	+ 04		+ 08
ИЪСЪУЛЕ (4)	+ 01		+ 11
ОНЪУ (4)	-		+ 01
ВЪН ДИЪБИ	+ 38		+ 21
ДОНЪ	+ 12		+ 11
ГОЪЕ	+ 28		+ 24
ВЪТЕНЪУМЕ	- 04		+ 11
ГОИДЪС	+ 53		+ 14
	1818		1818

(EN MILLIONS DE F.)

ДЕС СУСЦЕНЪТЕС А ГЕЛЪУИСЕНЪС

РЕСУЛЪАТ ДЪЕХЪГОЛЪАЦОН ВЪНСИВЕ ЕЛЪ ЕИЪИЪСЕНЪС

RESULTATS DU PORTEFEUILLE

(EN MILLIONS DE F.)

	1975	1976	%
DIVIDENDES ENCAISSES	54,3	67,2	+ 24
- IMPOTS	- 13,3	- 9,7	- 27
DIVIDENDES NETS	41,-	57,5	+ 40
RESULTATS A COURT TERME	- 7,9	+ 3,4	+ 160
- IMPOTS	+ 4,-	- 1,7	- 164
RESULTATS NETS A COURT TERME	- 3,9	+ 1,7	n.s.
RESULTATS NETS DU PORTEFEUILLE	37,1	59,2	+ 60

	1975	1976	1977
RESULTATS NETS DU BOUTELENIGTE	32,1	20,5	+ 00
RESULTATS NETS Y COMPRIS LEURNE	- 3,0	+ 1,1	0,4
- IMPOTS	+ 4,0	- 1,1	
RESULTATS Y COMPRIS LEURNE	- 1,0	+ 3,4	
DIVIDENDES NETS	41,0	23,2	+ 40
- IMPOTS	- 13,3	- 0,1	- 5,1
DIVIDENDES ENCAISSEES	27,7	23,1	+ 34
	1018	1010	8

(EN MILLIONS DE F.)

RESULTATS DU BOUTELENIGTE

DIVIDENDES ENCAISSES

(EN MILLIONS DE F.)

	1975	1976	%
OPFI (ACTIONS)	14,6	13,3	
OPFI (OBLIGATIONS)	6,3	6,3	
SOLDE DES PROVISIONS OPB	7,9	13,2	
TOTAL SOCIETES DU GROUPE A	28,8	32,8	+ 14
AUTRES SOCIETES	13,4	33,5	+ 150
ACHATS ET VENTES ET SYNDICATS	12,1	0,9	n.s.
TOTAL GENERAL A+B+C	54,3	67,2	+ 24

TOTAL GENERAL V + B + C	24'3	24'3	+ 34
EL BANCARIS YCHVIZ EL AEMLES	C	15'1	0'0
VALVES SOCIETES	B	13'4	+ 120
TOTAL SOCIETES DA GUORIE V	V	38'8	+ 14
OBBL		1'0	12'3
OBBL (OBLIGATIONS)		0'3	0'3
OBBL (ACTIONS)		1'0	12'3
		10'12	10'12

(EN MILLIONS DE F.)

DIVIDENDES ENCOURTES

RESULTATS A LONG TERME

(EN MILLIONS DE F.)

	1975	1976
RESULTATS SUR CESSIONS DE TITRES ET REPRISES DE PROVISIONS UTILISEES	+ 8,9	+ 3,-
SOLDE DES PROVISIONS	+ 8,6	+ 0,9
RESULTAT BRUT A LONG TERME	+17,5	+ 3,9
(MONTANT IMPOSABLE)	(+29,5)	(- 6,5)
IMPOT A 15 %	- 4,4	NEANT
RESULTAT NET A LONG TERME	+13,1	+ 3,9

V FONG TERRENE RESULTAT NET	+ 13,1	+ 3,0
IMBOL V 12 % (MONTANT IMMOBILISABLE)	- 4,4	MEVIL (- 0,2)
V FONG TERRENE RESULTAT BRUT	+ 11,2	+ 3,0
SOLDE DES PROVISIONS	+ 8,0	+ 0,0
ET REPERES DE PROVISIONS UTILISEES RESULTAT SUR CESSIONS DE TITRES	+ 8,0	+ 3,0
	1012	1010

(EN MILLIONS DE F.)

RESULTAT A LONG TERME

BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS

COMPTE D'EXPLOITATION GENERALE

	(EN MILLIONS DE F.)		
	1975	1976	%
FRAIS BANCAIRES	1.449,5	1.604,8	+ 10,7
FRAIS DE PERSONNEL	297,8	358,5	+ 20,4
IMPOTS ET TAXES	54,2	59,-	+ 8,9
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	98,1	113,2	+ 15,3
INTERET SUR EMPRUNTS OBLIGATAIRES	26,9	37,-	+ 37,7
DOTATION AUX COMPTES D'AMORTISSEMENT	11,5	15,6	+ 35,5
EXCEDENT PROV. CONSTITUEES S/PROV. REPRISES	141,6	173,7	+ 22,6
BENEFICE D'EXPLOITATION	230,5	147,8	- 38,-
	<u>2.318,1</u>	<u>2.509,6</u>	
PRODUITS BANCAIRES	2.262,7	2.441,4	+ 7,9
REVENUS DU PORTEFEUILLE TITRES	54,3	67,2	+ 23,8
PRODUITS ACCESSOIRES	1,1	1,-	
	<u>2.318,1</u>	<u>2.509,6</u>	

	1975	1976	1975	1976
BENEFICE D'EXPLOITATION	3307	413	- 20%	
CHARGES FINANCIERES	446	433	+ 3%	
EXCEDENT FONCTIONNEMENT	112	121	+ 8%	
CHARGES FINANCIERES	380	347	+ 8%	
CHARGES FINANCIERES	681	123	+ 12%	
IMMOBILISATIONS	645	207	+ 6%	
CHARGES FINANCIERES	3848	322	+ 30%	
CHARGES FINANCIERES	1482	1608	+ 10%	
	1032	1030		

(EN MILLIONS DE F.)

COMPTES D'EXPLOITATION GÉNÉRALE

COMPTES DE LYON ET DES PAYS-BAS

BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS
BILAN

(EN MILLIARDS DE F.)

	1975	1976	1975	1976
--	------	------	------	------

(EN MILLIONS DE F.)

PARTICULARS	1975	1976	%	1975	1976	%	
PARTICIPATION DES SALAIRES	9,8	9,5	- 3,6	BENEFICE D'EXPLOITATION	238,5	147,8	- 38,
Pertes exceptionnelles	11,	4,5	n.s.	Profits exceptionnels	6,7	10,8	n.s.
DOTATION AU COMPTE DE PROVISION HORS EXPLOITATION	4,1	6,3	+ 53,2				
IMPOTS SUR LES BENEFICES	104,	50,	- 51,9				
BENEFICE DE L'EXERCICE	103,2	84,4	- 18,3				
RESULTAT LONG TERME	13,1	3,9	n.s.				
	245,2	158,6		245,2	158,6		

	1975	1976	1975	1976
MEZOTAVA FOMG LEUNE	131	190		
BENEFICE DE L'EXERCICE	102	84		
INVOLE 2000 TES BENEFICES	104	80		
BROARION HORS EXPLIATION	87	83		
DELIVATION YH COMBLE DE				
BEILLES EXCEBITIONNETES	11	12		
EXPLIATION DES 2000TES	88	82		
	103	130		

COMBLE DE BEILLES EL BROARION
 EXPLIATION DES 2000TES

BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS

B I L A N

(EN MILLIARDS DE F.)

	1975	1976	1975	1976
CAISSE ET INSTITUT D'EMISSION	0,35	0,38	8,42	10,20
BANQUIERS	5,84	7,37	5,85	6,91
PORTEFEUILLE-EFFETS ET DEBITEURS	9,22	9,95	2,83	3,14
AUTRES COMPTES	2,07	2,67	0,44	0,44
TITRES DE PLACEMENT	0,27	0,49	0,77	0,80
PARTICIPATIONS ET IMMOB.	0,68	0,72	0,12	0,09
	<u>18,43</u>	<u>21,58</u>	<u>18,43</u>	<u>21,58</u>

HORS - BILAN

	1975		1976		%
	1975	1976	1975	1976	
PENSIONS ET REESCOMPTE	9,87	13,82	+ 40		
CAUTIONS ET AVALS	7,52	10,07	+ 34		
AUTRES ENGAGEMENTS	2,60	3,76	+ 45		

VALEUR ENGAGEMENTS	500	330	+ 40
CONTRATS ET VALEUR	225	100	+ 30
REVENUS ET RESSOURCES	875	1285	+ 40
	1030	1030	0

HORS - BILAN

	1975	1976	1977
PARTICIPATIONS ET IMMOS	0,08	0,35	0,08
VALEUR DE ENGAGEMENT	0,50	0,40	0,00
VALEUR COMPTES	5,01	5,01	0,00
DEBITES	0,55	0,00	0,00
BOULENEMENTS ET	2,84	1,31	0,01
BANQUES	0,32	0,38	10,50
D. EMISSION			
CHIFFRE ET INSTANTI			

(EN MILLIARDS DE F.)

BILAN

BILAN DE L'AN ET DES ANS

EVOLUTION DU BILAN

(EN MILLIARDS DE F.)

	1975	1976	%
TOTAL DU BILAN	18,4	21,6	+ 17,1
REMPLOIS BANCAIRES (BILAN+HORS BILAN)	19,1	23,8	+ 24,5
RESSOURCES CLIENTELE	5,8	6,9	+ 18,1
• SIEGE	3,3	3,2	- 3,8
• RESEAU FRANCE	2,1	2,9	+ 46,2
• RESEAU ETRANGER	0,4	0,8	+116,2
PART DU RESEAU (FRANCE + ETRANGER) EN %	43,8 %	54,2 %	

(BENEFICE + REVENUS) EN F.	1974	1975	1976
BENEFICE NET PUBLIE	63,2	103,2	84,4
DIVIDENDE NET (PAR ACTION)	55,- (F.11,-)	80,- (F.16,-)	80,- (F.16,-)
REPORT A NOUVEAU	8,2	23,2	4,4
NOMBRE D'ACTIONS REMUNEREES x 1.000	5.000	5.000	5.000

(EN MILLIARDS DE F.)

EVOLUTION DU BENEFICE

EVOLUTION DE LA DISTRIBUTION

(EN MILLIARDS DE F.)

	1974	1975	PROJET 1976
BENEFICE NET PUBLIE	63,2	103,2	84,4
DIVIDENDE NET (PAR ACTION)	55,- (F.11,-)	80,- (F.16,-)	80,- (F.16,-)
REPORT A NOUVEAU	8,2	23,2	4,4
NOMBRE D'ACTIONS REMUNEREES x 1.000	5.000	5.000	5.000

